



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2928
13 septembre 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Nouveau Premier ministre, même politique !



Inflation
**La vérité du
porte-monnaie**

Page 4

Algérie
**Mascarade
électorale**

Page 8

Communisme
**L'avenir
de l'humanité**

Page 16

Leur société

- Barnier Premier ministre : tout ça pour ça ! 3
- Budget : pour faire payer les classes populaires 3
- L'inflation en baisse ? la vérité du porte-monnaie 4
- Barnier à l'hôpital : des promesses... d'économies 4
- RN : un parti Macron-compatible 4
- Grenoble : meurtre de Lilian, les travailleurs sous le choc 5
- Arrêts maladie : une offensive contre les salariés 5
- Morts dans la Manche : les frontières tuent 5
- Éducation nationale : le compte n'y est pas 6
- Lycée Doisneau Corbeil-Essonnes : drôles d'emplois du temps 6
- Lycée Victor-Duruy - Paris 7^e : une rentrée combative 6
- Enfants à la rue : une société à la dérive 7
- Logement : flambée des expulsions locatives 7
- Saint-Denis : un toit pour toutes ! 7
- Études supérieures : de plus en plus chères 7
- Enseignement privé : arrosé par État et régions 12
- Depakine : Sanofi condamné 12
- Affaire Boulin : le cadavre d'un ministre dans le placard 12

Dans le monde

- Algérie : rejet de la mascarade électorale 8
- Égypte : travailleurs du textile en grève 8
- États-Unis : derrière le cirque de la présidentielle 9
- Afghanistan : des femmes défient le pouvoir 9
- Burkina Faso : l'enfer de la guerre 10
- Nigeria : halte à la répression ! 10
- Italie : politique antimigrants et bonnes affaires 11
- Grèce : Mitsotakis, promesses et réalité 11

Dans les entreprises

- Ehpad 13
- Salariés des JO 13
- Milee 14
- Vencorex - Pont-de-Claix 14
- Safran - Gennevilliers 15
- Valeo 15

Nos lecteurs écrivent

- Starbucks côté employés 14

Agenda

- Meeting à Paris 3
- Fêtes régionales 3
- Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité 16

Un Premier ministre de droite, sous contrôle de l'extrême droite

Après deux mois de tractations qui ont tourné à la farce politicienne, nous voilà avec un Premier ministre de droite qui ravit le patronat, et une Marine Le Pen en position de force ! En effet, Macron a nommé le LR Michel Barnier avec l'assurance que le RN ne le renverserait pas immédiatement. L'intérimaire de Matignon est, de fait, à la merci de Le Pen. Il faut donc s'attendre à une politique dure vis-à-vis des travailleurs, et particulièrement vis-à-vis de la fraction immigrée de la classe ouvrière.

Et Michel Barnier n'aura pas à se forcer ! À son CV, il a cinquante années de bons et loyaux services rendus à la bourgeoisie, dans les institutions françaises ou européennes. Candidat à la primaire de la droite pour la présidentielle de 2022, il prônait la retraite à 65 ans, la suspension des indemnités chômage après deux refus d'offres « raisonnables », un moratoire sur l'immigration...

Barnier s'attaquera donc aux travailleurs avec le soutien de Le Pen et de Bardella. Ceux-ci en profitent, au passage, pour se montrer responsables, répétant à l'envi qu'ils ne sont pas pour le blocage et l'instabilité. Le RN roue de secours du système bourgeois, voilà son vrai visage !

De leur côté, les dirigeants du Nouveau Front populaire, premier groupe à l'Assemblée mais loin d'avoir la majorité, ont été écartés du pouvoir par Macron. Ils crient au déni démocratique et certains accusent même Macron d'avoir trahi le Front républicain en s'en remettant à Le Pen.

Mais la véritable duperie est dans ce Front républicain. C'était de se désister et d'appeler les électeurs de gauche à voter pour la macronie, pour la droite, et même pour un Darmanin ou une Borne. C'était de faire croire que tous ces gens-là seraient un barrage à la montée de l'extrême droite et qu'ils étaient, d'une façon ou d'une autre, du bon côté de la barricade.

Cette duperie-là est de la responsabilité de la gauche. C'est elle qui a propagé cette illusion, uniquement pour obtenir quelques élus de plus, car elle savait que Macron servait la soupe au RN ! Elle savait qu'il avait fait un copié-collé de la politique du RN avec la loi immigration !

De la gauche à l'extrême droite, on trouve les mêmes politiciens : des opportunistes prêts à retourner leur veste et à s'allier à ceux qu'ils désignaient, la veille encore, comme leurs pires adversaires.

Tous ces politiciens ont en commun de se placer dans le cadre de l'organisation capitaliste de la société, c'est-à-dire sous la domination des grandes familles bourgeoises qui contrôlent l'essentiel de l'économie au travers de leurs trusts industriels et financiers. Et tous se veulent des « gestionnaires loyaux », ce qui revient toujours à se mettre au service des Arnault, Bolloré, Peugeot, Mulliez, Dassault...

C'est pourquoi, malgré leur variété, il n'y a jamais eu un seul gouvernement qui ait interdit au grand patronat de fermer une usine et de licencier ou qui l'ait forcé à augmenter les salaires. Et c'est dans l'ordre des choses : on ne peut pas être dans le camp patronal ET dans celui des travailleurs. Dans le camp des exploités ET celui des exploités, dans le camp des licenciés ET celui des licenciés.

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs ont à construire un parti qui soit prêt à s'affronter à la classe capitaliste, sa rapacité et sa loi du profit. Ce ne sera pas un énième parti de politiciens, jouant les pantins du grand capital à l'Élysée ou à Matignon, mais un parti de travailleuses et de travailleurs conscients que le grand patronat tient nos vies entre ses mains, et que nous ne le ferons reculer qu'au travers de nos luttes et du rapport de forces que nous imposerons.

Ce parti doit être fondé sur la conviction que la grande bourgeoisie est une classe parasitaire, irresponsable. Qu'il faut la renverser car elle mène les travailleurs et la société à la ruine et à la guerre, comme c'est déjà le cas dans bien des régions du monde. Il ne s'agit pas seulement d'arracher quelques miettes à la bourgeoisie, de la forcer à nous rendre deux ans de retraite ou de lui faire payer un peu plus d'impôts, il faut l'empêcher de nuire, en lui enlevant le pouvoir.

L'idée que les travailleurs peuvent peser par en bas, s'organiser, entrer en lutte et postuler à la direction de la société, en lieu et place des rapaces que sont les bourgeois, et des arrivistes que sont les politiciens, est très minoritaire car, aujourd'hui, les travailleurs ne s'en sentent pas capables.

Mais s'il y a une chose, une seule chose, que doit faire un parti dans le camp des travailleurs, c'est de populariser cette idée, car il n'y a pas d'autre voie pour sortir l'humanité de la barbarie dans laquelle elle est en train de plonger.

Nathalie Arthaud



Macron et Barnier en 2020.

Barnier Premier ministre : tout ça pour ça !

Emmanuel Macron a fini, 51 jours après la démission du gouvernement Attal, par nommer Michel Barnier Premier ministre. Il a trouvé dans les rangs des LR, un politicien qui a toutes les qualités requises aux yeux du grand patronat.

Si Barnier devient le plus vieux Premier ministre de la 5^e République, il a été aussi le plus jeune conseiller général et le plus jeune député en Savoie en 1978. C'est ainsi qu'il s'est illustré très tôt en votant comme d'autres députés contre la dépénalisation de l'homosexualité. Ce réactionnaire blanchi sous le harnais a

été également quatre fois ministre dans des gouvernements de droite. Les marins pêcheurs comme les agriculteurs peuvent se souvenir des promesses distribuées à foison quand il était ministre de l'Agriculture en 2007; promesses toujours non tenues, comme pour tout politicien qui se respecte. Et Barnier était

aussi ministre des Affaires étrangères en 2004 quand, à Abidjan, le gouvernement Chirac avait fait tirer sur des manifestants qui demandaient le départ de la France de Côte d'Ivoire.

Il a continué à servir les intérêts de la bourgeoisie, en tant que commissaire européen à deux reprises et a été missionné pour négocier les conditions du Brexit. Ce qui lui a valu l'estime du très réactionnaire Viktor Orban, président de la Hongrie, dont il partage les positions homophobes et contre

le mariage pour tous.

Barnier est aussi apprécié de l'extrême droite pour ses positions xénophobes. Lors de la primaire à droite qui avait précédé les présidentielles de 2022, il avait surenchéri sur la démagogie anti-immigrée de ses concurrents en se prononçant contre le droit du sol à Mayotte et en invoquant un moratoire sur l'immigration légale, adhérant à l'idée de la démagogue Le Pen, selon laquelle l'appauvrissement du monde du travail viendrait des travailleurs immigrés. Il a aussi été l'artisan dans l'Union européenne de la fameuse directive Bolkestein, destinée à permettre aux patrons d'appliquer à un travailleur en sous-traitance dans un pays la législation sociale de son pays d'origine.



En cinquante ans de vie politique, le nouveau Premier ministre a ainsi approuvé toutes les attaques contre le monde du travail. Dernièrement encore, il se disait partisan de la retraite à 65 ans. Son CV répond donc aux vœux du patronat. Quant aux travailleurs, ils savent déjà que les mauvais coups de ce Premier ministre leur seront réservés.

Aline Urbain

Budget : pour faire payer les classes populaires

Faire adopter par le Parlement le budget de l'État pour l'année 2025 sera le premier acte politique du gouvernement Barnier. Une campagne de propagande est en cours pour justifier des coupes budgétaires et des mesures d'austérité dans tous les ministères.

« Il faut dire la vérité sur la dette financière qui pèse sur nos enfants », a déclaré Barnier dès sa nomination. « Il faut réduire les dépenses publiques » a répété Bruno Le Maire, ministre « démissionnaire », le 9 septembre devant la Commission des finances en invoquant un déficit public de 5,5% alors que, selon les règles de la zone euro, il ne devrait pas dépasser 3%.

Les services du ministère de l'Économie n'ont pas attendu la nomination d'un nouveau gouvernement pour prévoir des économies de 10 à 15 milliards d'euros dans un budget de l'État qui se montait l'an dernier à 492 milliards. Barnier et ses ministres ne devraient pas se faire prier pour valider ces coupes. Ils n'auront qu'à

signer le projet rédigé par des hauts fonctionnaires bien dressés.

Établir un budget, pour un État comme pour un ménage ouvrier, c'est tenter de faire correspondre la colonne des dépenses avec la colonne des recettes. La différence, et de taille, est que pour le budget de l'État, ceux qui encaissent ne sont pas ceux qui paient. Contrairement à ce qu'on raconte aux enfants des écoles, l'État n'est pas là pour corriger les inégalités sociales ou assurer des services utiles à la population mais pour arroser la bourgeoisie, sous toutes sortes de formes, subventions, marchés publics, constructions d'infrastructures, tout en lui faisant payer le moins d'impôts et de taxes possible.

C'est ce que le Medef, Le Maire et tous les défenseurs des intérêts patronaux appellent « poursuivre la politique de l'offre ». Le résultat, c'est que les hôpitaux, les Ehpad ou les écoles manquent de moyens pendant que, selon le magazine *Challenges*, les 500 plus grandes fortunes du pays ont doublé leur patrimoine en cinq ans et que les actionnaires reçoivent des dividendes record.

Il en va de même de la dette de l'État qui affole Barnier : elle ne pèse pas sur tous les enfants de la même façon ! Depuis l'arrivée de Macron à l'Élysée, la dette de l'État français est passée de 2 000 à 3 000 milliards d'euros. Mais cette dette ne profite pas aux enfants des quartiers populaires. Elle profite d'abord aux financiers qui reçoivent chaque année 40 à 50 milliards d'euros en intérêts. Elle sert à payer les commandes d'armement ou à financer la transition énergétique, ce qui revient à arroser, d'une autre façon, la grande bourgeoisie et ses héritiers.

Pour continuer cette « politique de l'offre », Barnier va devoir faire adopter ce budget d'austérité à l'Assemblée. La campagne en cours sur la nécessité de respecter « l'orthodoxie budgétaire » et de limiter le déficit public sert à préparer le terrain pour qu'une majorité de députés, au nom de « l'intérêt supérieur du pays », laisse passer ce budget, soit en le votant soit en ne censurant pas le gouvernement.

Xavier Lachau



En mars 2024, à Paris.

AGENDA

Meeting à Paris

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 28 septembre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité - 24 rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité - Entrée libre

Fêtes régionales

Nantes

Samedi 21 septembre
de 16 heures à minuit

Débat avec Nathalie Arthaud à 17 h 30

Bourges

Samedi 28 septembre
de 14 heures à minuit

Lyon

Samedi 28 septembre
à partir de 17 heures

dimanche 29 septembre
de 11 h 30 à 19 heures

Débat avec Nathalie Arthaud le dimanche

Rennes

Samedi 5 octobre
à 15 heures

Débat avec Nathalie Arthaud à 17 h 30

Lille

Samedi 5 octobre
de 14 heures à minuit

à Villeneuve-d'Ascq
Avec la participation de Jean-Pierre Mercier

Bordeaux

Dimanche 6 octobre
à 11 heures

à Cenon

Débat avec Nathalie Arthaud à 14 h 30

Fourmies

Dimanche 6 octobre
à 11 heures



L'inflation en baisse ? la vérité du porte-monnaie

Depuis trois ans, le chiffre de l'inflation s'envolait. Il serait revenu en août sous le seuil des 2% annuels selon l'Insee. Curieusement, les porte-monnaie continuent à s'aplatir aussi vite qu'avant, et les salaires ne permettent souvent pas davantage de finir le mois.

Les dirigeants des réseaux de grande distribution préviennent d'ailleurs les clients: il n'y a pas à espérer voir leurs prix baisser, en tout cas pas avant mars et la période de négociations avec les fournisseurs. À les en croire, ils ont au demeurant multiplié les efforts pour limiter les hausses, et font mine de s'indigner quand ils apprennent qu'une de leurs références de soupe a vu son prix augmenter de 60%! Mais force leur est de constater

que les clients ont réduit leurs achats d'alimentation.

Car le soulagement des économistes ne se traduit pas dans le budget des familles populaires. Les prix augmentent moins vite, mais c'est après avoir grimé de 20% en moyenne depuis trois ans. Et si les tarifs de l'électricité et du carburant jouent moins les filles de l'air, c'est après avoir atteint des sommets. Non seulement les prix du gaz sont encore à la hausse, comme

ceux des services (transports, logement, hôtellerie...), notamment en raison des JO, mais se nourrir de poisson, de produits frais, de fromage à la coupe est devenu un luxe pour beaucoup. Le terme même de « désinflation » est une tromperie, car une hausse moyenne de 2% sur des prix déjà gonflés représente un sacrifice pour tous ceux dont les salaires et les pensions stagnent.

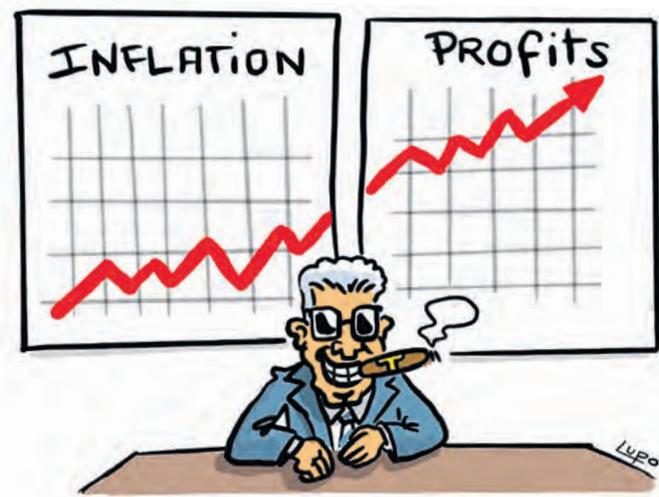
Les commentaires évoquent déjà la faible probabilité d'une augmentation du smic, un temps envisagée pour octobre, du fait de ce faible taux d'inflation. Quant à un coup de pouce gouvernemental, il suffit d'entendre les consignes du Medef à Barnier pour

l'oublier. Et pourtant, après s'être serré la ceinture pendant plusieurs années, il est grand temps que la classe ouvrière, les classes populaires, touchent chaque mois de quoi vivre dignement, se loger correctement, payer les études et les loisirs des enfants. Le smic ne peut pas être au-dessous de 2 000 euros, et les salaires et pensions doivent augmenter d'un coup, par une mesure de rattrapage, des 400 ou

500 euros de pouvoir d'achat perdus au fil des années.

Cet argent n'a rien de magique, tout le monde sait où il dort, dans les coffres ou sur les comptes d'investissement des grandes fortunes. Parallèlement à l'appauvrissement des travailleurs en activité ou en retraite, ces dernières ont connu une inflation à deux chiffres, à laquelle la classe ouvrière devra mettre un coup d'arrêt.

Viviane Lafont



Barnier à l'hôpital: des promesses... d'économies



Cela se voulait sans doute un symbole. Le Premier ministre a réservé son premier déplacement officiel à un établissement hospitalier parisien, l'hôpital Necker Enfants malades.

Barnier aurait voulu faire un trait d'humour noir qu'il n'aurait pu mieux choisir le service visité, en optant pour la salle de régulation du Samu. Effectivement, le système de santé est en état d'urgence, et venir à son chevet avant le vote du budget aurait pu être l'occasion d'une annonce au personnel... Mais « on ne va pas faire des miracles », a aussitôt déclaré le chef du gouvernement, douchant les illusions éventuelles, ajoutant qu'« on peut faire des progrès dans l'efficacité de la

dépense publique », et qu'« il y a des économies à faire ».

Le ton est donné. Alors qu'il manque 6,3 milliards dans l'enveloppe 2025 des hôpitaux, selon la FHF, qui regroupe les directeurs d'hôpitaux, les travailleurs de la santé devraient être rassurés par une visite sans la moindre annonce concrète? Pourtant « on a besoin de moyens mais pas que de moyens financiers, on a besoin de moyens humains », comme l'a déclaré une psychiatre à France Info, déplorant une situation dégradée depuis longtemps, en ville comme à l'hôpital. « Les moyens, il n'y en a pas », dénonce à son tour une aide-soignante de l'hôpital de Nemours en Seine-et-Marne. « Quand vous regardez ici déjà avec quoi on travaille... Il n'y a rien. Manque de matériel, manque de personnel, manque de médecins, manque de tout. » Un brancardier surenchérit : « Ça fait trente-trois ans que je travaille ici. Ils ont fermé des services. La première, c'était la maternité. Après, ça a été le bloc opératoire » et « Comme il n'y avait plus de bloc, ils ont fermé la chirurgie et l'orthopédie. »

Le financement de la santé, et de l'hôpital public en

particulier, ne doit en rien dépendre d'un quelconque objectif de rentabilité. La T2A, la tarification à l'activité, que rejettent majoritairement les travailleurs des hôpitaux, n'a rien à voir avec la recherche des meilleurs soins pour les malades. Les équipements, les services d'accueil nécessaires, à commencer par les établissements des petites villes, les hôpitaux de proximité, doivent être financés quel qu'en soit le coût.

Prendre sur les 413 milliards de crédits militaires serait une option de bon sens. Quant aux milliards de profits dégagés par l'industrie pharmaceutique, qui dispose en France du cinquième marché mondial, ils devraient être ponctionnés, autant que nécessaire pour embaucher et former les infirmières et médecins, aides-soignantes, agents hospitaliers, personnel technique et ouvrier, secrétaires, etc., en nombre suffisant pour que l'accueil et le suivi des patients soient assurés, pour que des lits voire des services puissent être ouverts, et pour que les salaires permettent de vivre et de se loger.

Barnier a flatté à Necker le professionnalisme et le calme des travailleurs de la régulation du Samu. Il pourrait tôt ou tard les voir s'en départir!

V. L.

RN: un parti Macron-compatible

Après avoir joué au parti anti-système pour ceux qui voulaient bien y croire, le RN montre de plus en plus ce qu'il est vraiment.

Pour le choix du nouveau Premier ministre, Macron a cherché l'accord des dirigeants du RN. Michel Barnier, un homme de la droite classique, a été nommé car Macron avait obtenu de Marine Le Pen et Jordan Bardella l'assurance que les 126 députés RN ne censureraient pas son gouvernement.

Pour tenter de se justifier, Bardella a prétendu

samedi 7 septembre qu'ils allaient exercer une « surveillance démocratique ». En fait de « démocratie », il s'est bien gardé de dévoiler les termes de la négociation. Il n'y a rien d'étonnant à cela, tant le parti de Le Pen et Bardella est en fait comme les autres partis bourgeois. Il est prêt à utiliser la pire démagogie pour obtenir des voix populaires, tout en distillant des idées

qui ne servent qu'à diviser le monde du travail et à l'affaiblir. Mais il doit montrer qu'il est prêt, comme les autres, à gérer les affaires de la bourgeoisie contre les intérêts des travailleurs.

En attendant son tour pour aller à la mangeoire gouvernementale, le RN a donné un gage à la bourgeoisie française, en montrant qu'elle pouvait compter sur lui pour aider Macron à dénouer une crise politique qui durait depuis 51 jours.

Charles Legoda

Grenoble : meurtre de Lilian, les travailleurs sous le choc

Dimanche 8 septembre, à 7 h 30, Lilian Dejean, responsable du service de la Propreté urbaine (PU) à la commune de Grenoble, a été lâchement assassiné alors qu'il venait de prendre son service.

Témoin d'un accident de la route devant la mairie, il a été tué à bout portant par le chauffard qu'il voulait empêcher de fuir.

Lilian est mort quelques heures plus tard à l'hôpital. Son décès a provoqué un immense choc parmi tous ses collègues. Lilian, responsable de service très apprécié, était aussi un militant CGT actif et combatif. Lundi 9 septembre, tous les agents de la PU réunis se sont rendus en cortège devant la mairie. L'après-midi, quelques centaines de personnes, agents, militants, habitants, ont rendu hommage à leur camarade lors d'un rassemblement

organisé par Éric Piolle, le maire EELV de Grenoble.

Mardi 10, le travail n'avait toujours pas repris à la PU car les travailleurs restaient bien décidés à faire entendre leurs revendications auprès de la municipalité. Ils exigent, entre autres, que leur sécurité soit prise en compte lorsqu'ils travaillent dans les quartiers gangrenés par les trafics, où ils sont régulièrement menacés et insultés.

Le drame de la mort de Lilian s'inscrit dans un contexte de violence qui frappe l'agglomération grenobloise. Rares sont les semaines où il n'y a pas au moins une fusillade, au

nombre de sept durant le seul mois d'août. Ces dernières années, les points de deal, répandus partout, engendrent des règlements de comptes. Et bien sûr les classes populaires des cités sont les premières à souffrir, chaque jour, de ces trafics et incivilités.

Politiciens, élus, pouvoirs publics ont toujours la même réponse à la bouche : plus de police et une justice intraitable. Ils ont beau vouloir jouer les Rambo, le trafic de drogue n'a jamais été aussi florissant. Le maire de Grenoble est aujourd'hui attaqué par la droite et l'extrême droite pour son refus de répandre des caméras dans la ville et d'armer sa police municipale. Comme si cela allait arrêter les trafics ! Dans la banlieue voisine, la ville d'Échirolles a une



Le rassemblement du 9 septembre.

police armée et dispose de nombreuses caméras. Elle est pourtant une des villes les plus exposées aux trafics et à la violence armée.

Toute cette propagande sécuritaire démagogique n'est en fait qu'un cache-misère des vrais problèmes de fond : des quartiers sont devenus des ghettos, avec des taux de chômage record, des écoles et collèges défectueux, des services publics fermés, l'absence de prévention, d'aide à l'enfance, etc. Tous les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont participé à la dégradation des conditions de vie des cités ouvrières, dont ils se fichent complètement.

Alors, si les malfrats ont encore de beaux jours devant eux, ils ne sont que le reflet, à leur petit niveau, d'un système où règne la loi du plus fort, du plus riche, de ceux qui peuvent se payer bijoux, fringues et bolides de luxe, sans parler de la vente d'armes. Comme l'a exprimé notre camarade Alain Ziegler, employé municipal, militant ouvrier et ami de Lilian : « Laisser cette délinquance de la drogue, cette délinquance financière, cette délinquance de l'armement, tuer notre camarade, ça me met en colère. Cette société est pourrie et à changer. »

Correspondant LO

Arrêts maladie : une offensive contre les salariés

Le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), Thomas Fantôme, a annoncé que les arrêts maladie seraient en hausse de 8,5% sur les six premiers mois de 2024 et que leur coût a augmenté de 5,4 milliards d'euros depuis 2015, pour atteindre 15,8 milliards d'euros en 2023. On friserait donc la catastrophe !

La Cnam prétend voir derrière ces arrêts maladie les « comportements abusifs et la fraude ». Pour elle, et d'ailleurs pour tous les ministres, à commencer par Bruno Le Maire, les seuls responsables sont les malades qui s'arrêtent plus et plus longtemps, et leurs médecins qui les arrêtent trop et leur accordent des arrêts

de complaisance.

Reprendre ces vieux mensonges n'en fait pas pour autant des vérités. Si les malades demandent des arrêts et si leurs médecins les accordent, il faut vraiment être directeur de la Cnam ou ministre des Finances pour y voir une fraude, sans imaginer que les pressions et les conditions de travail

de plus en plus difficiles, entraînant des burn-out et des maladies chroniques, suffisent largement à justifier ces arrêts en hausse.

Les malades ne sont pas des menteurs et des fraudeurs, pas plus que leurs médecins. Ceux-ci dénoncent d'ailleurs les campagnes répétées de la Cnam et du gouvernement contre les médecins « grands prescripteurs ». Beaucoup sont en butte à des enquêtes pour « justifier » leurs arrêts et peuvent être condamnés à des amendes, voire mis sous contrôle. Ainsi, en 2023, la Cnam avait envoyé

à un millier de médecins généralistes un courrier exigeant une diminution de leurs arrêts maladie. Pire, six médecins du Tarn avaient été condamnés à soumettre leurs arrêts de travail au contrôle de la Cnam. Des médecins, pour atteindre les « objectifs » de la Cnam, avaient réduit leurs horaires de consultation, obligeant leurs malades à chercher un médecin ailleurs... une vraie galère vu l'extension des déserts médicaux. Parfois, le gouvernement a utilisé plutôt la carotte que le bâton, en proposant des primes aux médecins qui

prescrieraient moins.

Toutes ces méthodes scandaleuses font des salariés des coupables et des médecins leurs complices. S'inquiéter des conditions de travail qui se dégradent dans les entreprises serait bien trop demander à des ministres et hauts fonctionnaires qui ont les yeux rivés sur les bilans financiers. Et si abus il y a, ce n'est sûrement pas dans le nombre d'arrêts maladie et dans la pratique des médecins, mais dans l'exploitation des salariés dans les entreprises.

Cédric Duval

Migrants morts dans la Manche : les frontières tuent

Mardi 3 septembre, des bateaux de secours et des équipages de pêcheurs sont venus en aide à plusieurs dizaines de migrants qui tentaient de traverser la Manche sur un canot pneumatique surchargé.

Douze noyés, des jeunes femmes pour la plupart, ont été retrouvés, deux personnes ont disparu et, sur les cinquante-cinq rescapés, plusieurs sont dans un état grave. C'est le plus lourd bilan depuis le début de l'année, alors que les tentatives de passage se multiplient, en même temps

d'ailleurs que les pressions policières pour les entraver.

Le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Darmanin, arrivé sur les lieux, a déclaré : « Ce que nous faisons fonctionne », et s'est empressé d'accuser la Grande-Bretagne, qui attirerait les migrants puisqu'elle ne peut pas les

expulser et, évidemment, les passeurs qui profitent de la détresse humaine.

Cette détresse n'est pas due à une malédiction divine ou à une catastrophe naturelle. Elle est la conséquence d'un ordre social absurde et criminel, responsable de la misère et des guerres qui poussent les migrants sur les routes de l'exil. L'ordre précisément que défendent Darmanin et ses semblables des deux côtés du Channel.

Les militants des associations d'aide aux migrants ont accueilli Darmanin à Boulogne avec la

banderole « Morts aux frontières, États coupables ». On ne saurait mieux dire.

P. G.



Darmanin à Boulogne.

Éducation nationale : le compte n'y est pas

Mardi 10 septembre, trois syndicats de l'Éducation nationale ont lancé un appel à la grève contre la réforme du gouvernement Attal. Au-delà de l'appel national, des syndicats de Seine-Saint-Denis se mobilisent aussi.

D'après le SNES, il manque des enseignants dans plus de la moitié des collèges et des lycées du pays. En fait, les postes ouverts au concours n'ont pas été tous pourvus, faute de candidats. Peu de jeunes sont attirés par le métier d'enseignant, où les salaires sont trop bas et les conditions de travail difficiles. Et il n'est pas étonnant que les postes, en mathématiques par exemple, ne trouvent pas preneurs :

les diplômés cherchent à s'employer ailleurs.

Dans les établissements scolaires, ce sont aussi les postes d'infirmières et d'assistantes sociales qui demeurent vacants. Dans nombre de lycées populaires, cela aggrave les difficultés des élèves dont les parents peinent à faire des démarches pour obtenir des bourses ou un logement. De plus en plus de jeunes sont dans des familles

qui dorment à l'hôtel sans qu'aucune aide leur soit accordée, et bien sûr, parmi eux, plusieurs ne bénéficient d'aucuns soins et ne sont pas pris en charge par la médecine scolaire.

C'est encore plus vrai des élèves en situation de handicap. Les assistants AESH sont trop peu nombreux, ce qui crée des situations inextricables pour les élèves, les parents et les enseignants. En maternelle ou dans le primaire, il n'est pas rare qu'une classe compte deux ou trois élèves autistes ou avec un retard mental. Parfois, une seule classe compte six élèves handicapés. Pour autant, on demandera à l'AESH de s'occuper de deux enfants en même temps. Et dans nombre de classes, les élèves handicapés ne sont même pas pris en charge. À tout cela s'ajoute la dégradation continue des locaux, qui ne sont pas ou peu entretenus, les salles trop chaudes l'été et trop froides l'hiver, le parc informatique obsolète, les fuites d'eau...

Alors, les raisons d'être mécontents ne manquent pas.

Aline Urbain



Rassemblement à Nanterre

Mardi 10 septembre, à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, des instituteurs et des parents avec leurs enfants de deux écoles primaires se sont rassemblés devant la direction des services départementaux de l'Éducation nationale.

Tous étaient en colère car la direction leur avait annoncé mardi 3 septembre au soir, le deuxième jour de la rentrée, la suppression d'une classe à l'école primaire Neruda et d'une classe à l'école primaire Sayad. Les instituteurs, qui avaient déjà organisé leurs classes, ont dû tout changer au dernier moment. Les effectifs passeraient de 20-23 élèves à 26-27 élèves par classe ; une institutrice contractuelle sera déplacée dans une autre école ;

il manque deux accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) sur quatre.

Lors d'un rassemblement dynamique, les instituteurs et les parents ont pris la parole pour dénoncer le manque de moyens et de respect, et les faibles salaires. Des pancartes témoignaient des mauvaises conditions de travail. D'autres actions sont prévues car il n'y a pas d'autre moyen de se faire respecter.

Correspondant LO



Manifestation dans l'Éducation nationale, le 10 septembre.

Lycée Doisneau – Corbeil-Essonnes : drôles d'emplois du temps

Jeudi 5 septembre, lors d'une assemblée générale, une cinquantaine d'enseignants du lycée Doisneau de Corbeil-Essonnes, dans la banlieue parisienne, décidaient de voter la grève.

Il était hors de question pour eux d'accueillir les élèves, tout simplement parce que c'était impossible... La découverte, lors de la pré-rentrée, d'emplois du temps inachevés et impossibles à tenir avait fait craindre le pire, et cela se concrétisait jour après jour. La direction restait sur ses positions et la Daasen (la direction académique, c'est-à-dire les responsables de l'Éducation nationale pour le département) sourde aux appels à l'aide. Pour les enseignants, il n'était pas question de baisser la tête et d'accepter le grand n'importe quoi !

Devant la grille, avec les élèves, le concours de

l'emploi du temps le plus délirant a été lancé : 25 minutes comme unique pause du midi, des cours jusqu'à 19 heures ou le mercredi après-midi, sans transports scolaires, ou parfois jusqu'à neuf ou dix heures de cours dans la même journée, voire une journée avec des cours de... 7 h 30 à 19 heures ! Les vidéos faites par la journaliste du *Parisien* ayant interrogé les élèves ont circulé très vite.

Face à la montée de l'indignation, une délégation a été reçue le jour même et s'est entendu dire qu'il aurait suffi de demander et que « la porte était toujours grande ouverte sans avoir besoin de faire grève »... ce qui a bien fait rire tout le

monde. À l'assemblée générale suivante, l'annonce que la journée de grève ne serait pas prélevée achevait de conclure positivement cette première mobilisation.

Dès le lendemain, une reconstruction des emplois du temps était officiellement promise. Les cours devaient donc reprendre progressivement, mais dans un contexte très dégradé, et avec des heures manquantes en attendant de repartir sur des bases « acceptables ». Mais, ce qui reste inacceptable, c'est le mépris de l'institution face au personnel, y compris de direction. Ce lycée est passé en quelques années de 2 600 à près de 2 900 élèves sans moyens suffisants. Une situation à l'image de l'ensemble d'un système qui craque de partout.

Correspondant LO

Lycée Victor-Duruy Paris 7^e : une rentrée combative

Au lycée-collège Victor-Duruy à Paris, les effectifs des classes n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, dépassant allègrement 30 élèves au collège et 35 au lycée.

Les enseignants s'étaient déjà mobilisés l'an passé, exigeant que les seuils de 30 et 35 ne soient plus dépassés à partir de la rentrée 2024, et s'étaient très majoritairement engagés à ne pas assurer la rentrée si ce n'était pas le cas.

Lors de la pré-rentrée, la direction a particulièrement insisté sur une situation bien meilleure que les années précédentes. Cependant, il restait des groupes et des classes trop chargés. De plus, une conséquence de la limitation des effectifs au collège est que l'inclusion des élèves non francophones dans les classes ne sera plus garantie. Devant

ce constat, une grande partie des professeurs a voté la grève le jour de la rentrée, à la fois pour rappeler que leurs conditions de travail ne sont pas négociables et pour soutenir leur collègue chargée des non-francophones, victime collatérale des décisions prises sans même qu'elle en ait été avisée.

L'entretien avec la direction n'a permis que des avancées mineures, mais le constat que les actions peuvent peser sur les décisions du rectorat et la fierté d'avoir su réagir collectivement ont remonté le moral de tous.

Correspondant LO

Enfants à la rue : une société à la dérive

Unicef France et la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) ont publié le 29 août leur Baromètre des enfants à la rue : 2 043 enfants ont ainsi été recensés dans la nuit du 19 au 20 août, pour lesquels aucune solution d'hébergement d'urgence n'était disponible.

Ce chiffre a augmenté de 3 % par rapport à la même période il y a un an et de 120 % depuis 2020. En réalité, le résultat est sous-estimé car des familles n'appellent plus le 115 pour tenter d'obtenir un hébergement d'urgence, de toute façon inaccessible faute de places. Les mineurs non accompagnés vivant à la rue, 1 067 en mars dernier selon une association, ne sont pas pris en compte, pas plus que les enfants vivant dans des squats ou des bidonvilles. Il faudrait ajouter les quelque 28 600 enfants hébergés en hôtel dans des conditions qui ne permettent pas de garantie de soins ou une garantie éducative.

Cette dégradation n'épargne aucune région, notamment parce que les expulsions des plus pauvres

parmi les pauvres d'Île-de-France en vue des Jeux Olympiques ont fait monter les demandes d'hébergement en France sans qu'aucun moyen supplémentaire n'ait été octroyé. Au contraire, le budget alloué à l'hébergement d'urgence a été inférieur de 100 millions en 2024 par rapport à l'année précédente. Les 120 millions promis en janvier dernier

après une vague de froid qui avait causé la mort de cinq sans-abri n'ont jamais été débloqués.

« Je veux que plus personne ne vive dans la rue », avait annoncé Macron en 2017 et, à l'automne 2022, son ministre du Logement avait garanti l'objectif de « zéro enfant à la rue ». Ces promesses n'ont pas été tenues. Bien au contraire, l'incapacité de plus en plus flagrante de la société capitaliste à assurer un toit à tous a été accentuée par les choix budgétaires des pouvoirs publics.

Boris Savin



Affiche de l'association Droit au logement (DAL).

Saint-Denis : un toit pour toutes !

Vendredi 7 septembre, environ 200 personnes se sont rassemblées devant la mairie de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, pour soutenir les femmes contraintes de dormir dans la rue avec leurs enfants.

Depuis des années, le nombre de celles qui sont privées de domicile ne cesse d'augmenter : 2 % des SDF étaient des femmes en 2012, elles sont plus de 12 % aujourd'hui. À Saint-Denis, la plupart de celles dormant depuis le printemps à la rue se sont connues à l'hôpital Delafontaine où elles ont accouché. Les sages-femmes

de l'hôpital ont refusé de les renvoyer et ont alerté aussi l'État sur le fait que l'hôpital ne pouvait pas gérer cette crise du logement, car elles occupent des lits destinés aux futures patientes.

Une quinzaine d'entre ces femmes n'ont personne pour les aider. Et à la fin de la trêve hivernale, elles se sont retrouvées ensemble

dehors, risquant d'être rackettées ou, pire, violentées. Elles ont créé un collectif « Combat pour l'hébergement » pour obliger l'État à prendre ses responsabilités. En effet, alors que ces femmes qui ont toutes des nourrissons et des enfants sont classées parmi les personnes vulnérables et devraient être obligatoirement hébergées, les pouvoirs publics ferment les yeux. Des sénateurs sont venus les voir en mai dernier mais ils n'ont apporté aucune réponse. Le gouvernement se réfugie derrière l'augmentation du nombre de places d'hébergement d'urgence en Seine-Saint-Denis, mais face à la crise du logement qui s'accroît, aux expulsions qui se multiplient, cette augmentation est visiblement très loin du nécessaire.

Alors, la solution pour ces femmes est bien de s'organiser et de compter sur la solidarité des habitants pour exiger la réquisition des logements vides de la ville.

Aline Urbain

Logement : flambée des expulsions locatives

La loi dite « antisquat », en application depuis juillet 2023, a encouragé de nombreux propriétaires à demander l'expulsion des locataires qui n'arrivent plus à payer leur loyer, et les préfetures leur ont en général donné satisfaction.

Dans les 27 préfetures qui ont répondu à une enquête du ministère du Logement, la police et la gendarmerie ont été sollicitées en moyenne 48 fois par mois, de septembre 2023 à mai dernier, pour expulser des locataires, contre 12 fois avant cette loi. Dans la plupart des cas, les demandes ont abouti, avec 356 arrêtés d'expulsion locative, contre 101 pour toute l'année 2022. Cette accélération est en lien avec la loi dite « antisquat », qui permet en réalité de mettre à la porte plus facilement les locataires qui occupent légalement leur

appartement. Les délais de la procédure judiciaire sont réduits et le contrat de location est cassé systématiquement en cas d'impayés des loyers ou des charges. Guillaume Kasparian, le député macroniste qui avait porté cette loi, est aujourd'hui ministre démissionnaire du Logement. Sa méthode pour lutter contre la pénurie de logements consiste donc à expulser plus de locataires.

Cela coûte moins cher à l'État, les propriétaires applaudissent... et la crise du logement continue de s'aggraver.

Jean Sanday

Études supérieures : de plus en plus chères

Selon une étude de la Fage, une organisation étudiante, le coût de la rentrée scolaire pour les étudiants non boursiers ne vivant plus chez leurs parents s'élèverait en moyenne à 3 157 euros, soit une hausse de 2,8 % par rapport à l'an dernier.

Tous les postes de dépenses sont touchés par une augmentation : les frais d'inscription en université ont connu 2,9 % de hausse, passant à 175 euros par an en licence et à 250 euros en master. De plus, les étudiants doivent s'équiper de matériel pédagogique tel que papeterie, manuels, logiciels spécifiques, etc., tous ces produits ayant été touchés par l'inflation. Certaines formations nécessitent en outre de faire l'achat de matériel spécialisé, telles par exemple les formations de santé (+ 17 % cette année) ou sportives (+ 6 %).

Les loyers absorbent jusqu'à la moitié du budget étudiant. Ils ont augmenté de 16 % en moyenne dans le secteur libre, ce qui n'empêche pas beaucoup de logements d'être insalubres,

y compris ceux en cités universitaires gérées par le Crous : mal isolés, mal entretenus, voire, pour le secteur privé, loués alors qu'ils ont moins de 9 m² imposés par la loi.

Mises bout à bout, toutes ces augmentations de prix amènent les étudiants à se restreindre sur la nourriture, obligés de se priver de plusieurs repas par semaine ou de faire appel aux banques alimentaires.

C'est dans les universités, les instituts et autres établissements que se forment les futurs enseignants, techniciens et ingénieurs, soignants, etc., se préparant tous à exercer des métiers utiles à la population. Ils auraient légitimement droit à une éducation gratuite, tout comme l'ont en principe les écoliers.

Marianne Lamiral



Algérie : rejet de la mascarade électorale

En Algérie, l'élection présidentielle du 7 septembre a vu Abdelmadjid Tebboune réélu avec 94,65 % des voix, mais avec un taux de participation d'environ 20 %. Ce scrutin est en fait un désaveu cinglant pour lui, mais aussi pour ses concurrents qui ont contribué à en faire une mascarade électorale.

Au terme d'une campagne électorale verrouillée, marquée par une répression accrue, cette abstention massive exprime le rejet d'un système politique qui a fait preuve de mépris, jusqu'au soir même des résultats. En effet, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), après avoir déclaré 5,63 millions de votants sur 24,5 millions d'électeurs inscrits, a annoncé un taux moyen de participation de 48% ! Cela a provoqué un tollé sur les réseaux sociaux, après une campagne qui n'a suscité qu'indifférence tant le scrutin était joué d'avance.

Des candidats susceptibles de refléter une quelconque critique du régime ont été entravés ou écartés par l'ANIE, qui a poursuivi en justice trois d'entre eux pour corruption politique. Face à Tebboune, seuls deux candidats censés représenter les principaux courants d'opposition ont été retenus.

Le parti islamiste MSP avait fait le choix d'écarter son ex-président Abderrazak Makri, plus populaire mais jugé trop critique par le régime, au profit d'Abdelaali Hassani, qui a recueilli 3,17 %

des voix. Youcef Aouchiche, du Front des forces socialistes, un parti de notables implanté en Kabylie, a obtenu un score de 2,16%. Tebboune espérait sans doute rallier sur ce nom les voix d'une région qui avait massivement boycotté l'élection de 2019.

Malgré le soutien du parti islamiste El Bina, du syndicat UGTA, du patronat, des confréries religieuses et de l'armée, Tebboune n'a obtenu que 300 000 voix de plus que lors du scrutin de 2019, qui avait été marqué par les appels au boycott à la suite du Hirak, le long mouvement de protestation populaire contre le renouvellement du mandat, le cinquième, du président Abdelaziz Bouteflika.

Les deux candidats d'opposition ont en fait tenu des discours semblables à celui de Tebboune, et ont relayé sa campagne pour le vote, présenté comme la seule manière de barrer la route aux ennemis du pays ! Ce chantage, qui flatte le nationalisme et sonne comme une menace, a suscité une réaction dans la jeunesse, frappée par un chômage de masse. Dans les stades, seuls lieux

d'expression qui leur restent, les jeunes ont crié qu'ils n'iraient pas voter et que leur choix serait de prendre la mer et de fuir un pays qui ne leur offre aucun espoir et les étouffe.

Tebboune et ses concurrents ont brandi la menace étrangère pour tenter de souder la population derrière un régime qui, depuis cinq ans, n'a cessé de piétiner les libertés et les droits démocratiques. Loin d'être une trêve, la campagne a été l'occasion d'une répression accrue, un dispositif policier a été déployé, menaçant tous ceux qui auraient été susceptibles d'émettre une voix critique. Des journalistes, des

dirigeants politiques en vue ont été harcelés. Athmane Mazouz, responsable du RCD, Ali Laskri, ancien dirigeant du FFS et Karim Tabbou, porte-parole de l'UDS, figure du Hirak, ont été interpellés avant d'être relâchés avec interdiction de s'exprimer sur les réseaux sociaux et dans les médias. Fethi Gheras, le président du MDS, une organisation de gauche dissoute, a lui aussi été arrêté après une interview sur la chaîne El Magharibia. À Tizi-Ouzou et dans la banlieue d'Alger, des jeunes surpris en train d'arracher des affiches électorales ont été arrêtés et encourrent de lourdes peines.

Pour emporter l'adhésion

d'un électorat populaire désabusé, Tebboune a fait des promesses en matière de logements et de salaires et a fièrement affiché une croissance à plus de 4,2 %, dans un pays classé troisième économie d'Afrique. Mais pour les travailleurs et les classes populaires, qui n'ont cessé de s'appauvrir, qu'importe que les affaires des patrons se portent bien et que les indicateurs économiques du pays soient au vert si les leurs restent au rouge !

Sous l'apparente résignation, les colères s'accroissent et exploseront inévitablement contre ce système d'oppression qui les écrase.

Leïla Wahda



Alger, le 7 septembre dans un bureau de vote.

Égypte : travailleurs du textile en grève

Depuis le 18 août, les travailleurs de la Samanoud Workers'Company, une usine textile située dans le delta du Nil, sont en grève pour obtenir l'application du salaire minimum de 6 000 livres égyptiennes, que le président Sissi avait dû concéder en mars dernier.

C'est sous la pression de la grève des 3 700 ouvrières de la filature de Ghazl al-Mahalla, qui menaçait de s'étendre,

que cet engagement avait été obtenu. Mais prétextant des difficultés financières, le nouveau patron, qui a repris l'entreprise Samanoud en mai, est resté sourd aux demandes des six cents ouvriers, dont la moitié sont des femmes. Le 18 août, face à l'intransigeance du patron, les travailleurs ont donc décidé de se mettre en grève,

Interviewée par le média Zawya III, une ouvrière témoignait des raisons de sa colère. Embauchée depuis 22 ans dans l'entreprise, elle gagne 3 500 livres égyptiennes (65 euros), sur lesquels elle ponctionne onze euros pour le transport. Veuve, sans aucune pension, elle élève seule ses trois enfants, mais ne mange pas au restaurant de l'entreprise de peur de dépenser trop. Elle

souffre d'allergies dues à la poussière de l'usine et ne comprend pas qu'on dise que l'usine perd de l'argent alors qu'elle travaille sur plusieurs machines.

Si les travailleurs, excédés par leurs salaires de misère, se sont sentis dans leur bon droit, le patron, lui, s'est senti au-dessus des lois. Il a utilisé tous les moyens pour arrêter la grève, la violence, le harcèlement, y compris en faisant intervenir la police, qui le 25 août a arrêté neuf travailleurs dont quatre femmes. Dans le même temps, la députée du parti Wafd, Leila Abu Ismail, envoyée par les autorités pour briser la grève, les a menacés : « Personne ne peut tordre le bras de l'État », « Si la grève n'est pas brisée, nous arrêterons d'autres personnes. »

Le 31 août, les grévistes

décidaient d'occuper l'usine pour protester contre ces arrestations. Ils se sont relayés pour venir au secours des familles des détenus. Malgré les menaces, le 9 septembre, ils poursuivaient la grève. Sous leur pression, huit travailleurs étaient relâchés, tous licenciés par la direction, le travailleur connu comme le leader était toujours emprisonné.

Le patronat égyptien, encouragé par le pouvoir, ne s'est pas senti tenu d'appliquer le décret présidentiel sur le salaire minimum. Officiellement, 3 300 entreprises ont demandé des dérogations pour ne pas l'appliquer, la loi n'est qu'un chiffon de papier dont les patrons ne s'embarassent pas.

L. W.



Ouvrières de Samanoud en grève.

États-Unis : derrière le cirque de la présidentielle



Le débat télévisé du 10 septembre a opposé les outrances de Donald Trump accusant les immigrés de manger chiens et chats, les démocrates de tuer les bébés après leur naissance sous couvert d'avortement et sa rivale d'être marxiste aux proclamations d'optimisme de Kamala Harris. Ce débat a été présenté comme une étape-clé d'élections d'importance mondiale.

Pourtant, du point de vue des travailleurs des États-Unis, cette compétition entre serveurs de la bourgeoisie compte bien moins que les difficultés de la vie quotidienne. L'indice officiel des prix montre que l'inflation cumulée a été de 22 % ces quatre

dernières années. Dans l'alimentation, l'augmentation des prix est de 30 %. Ainsi, lorsqu'une multinationale comme Boeing propose ces jours-ci aux syndicats 25 % d'augmentation des salaires pour les quatre prochaines années afin d'éviter une

grève, c'est loin d'être une grande victoire pour les 32 000 travailleurs concernés, plutôt un rattrapage incomplet des salaires sans cesse grignotés par l'inflation.

Bien des travailleurs sont forcés de prendre un second, voire un troisième travail à temps partiel pour s'en sortir. Le prix des voitures neuves est devenu exorbitant, mettant des salariés à la merci des pannes de voitures vieillissantes. Le coût du logement dans les grandes villes ou dans les banlieues huppées est de plus en plus hors de portée des employés, hospitaliers, pompiers, enseignants et autres travailleurs indispensables à la vie même de ces localités. Même avec un salaire, on peut n'avoir que sa voiture pour dormir avec ses enfants.

Dans un pays sans assurance maladie générale, un pépin de santé peut très vite occasionner une dette personnelle considérable. Dans les classes populaires, beaucoup ne peuvent pas se soigner. Ajouté aux overdoses mortelles provoquées par l'addiction aux opiacés, vantés avec agressivité commerciale par les firmes pharmaceutiques,

cela contribue à faire reculer l'espérance de vie.

Du côté de la grande bourgeoisie, c'est tout l'inverse : les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux et leur fortune aussi importante. Leur prospérité est portée par l'exploitation féroce des travailleurs aux États-Unis et dans le monde. Dans les usines, les cadences ont augmenté en raison des suppressions d'emplois. Des accidents du travail d'enfants immigrés employés dans des abattoirs ont mis en lumière l'inhumanité de grandes entreprises qui piétinent de nombreuses lois au nom de la recherche du profit.

Des milliers de milliards de dollars s'additionnent en Bourse au fil d'une spéculation débridée, puis s'envolent en fumée du fait des chutes brutales du prix des actions. L'avidité d'une toute petite minorité de financiers fait ainsi courir le risque d'une catastrophe économique.

L'activité économique est soutenue à bout de bras par les dépenses publiques, afin que la bourgeoisie américaine garde, et si possible accroisse, sa domination sur les autres puissances européennes ou

asiatiques. Le prix en est un endettement énorme de l'État fédéral, qui doit régulièrement relever le plafond de sa dette maximale.

L'an dernier, l'État américain a encore creusé sa dette de 1 700 milliards de dollars (8% du PIB) : les subventions aux industries et les dépenses d'armement coûtent cher. Elles se font au détriment de l'entretien des écoles, des routes, des ponts qui s'effondrent régulièrement.

Républicains et démocrates, se succédant au pouvoir partagent la responsabilité de cette situation. La grande bourgeoisie, qui finance leurs campagnes électorales à coups de centaines de millions, en attend en permanence un retour sur investissement.

Par contre les travailleurs n'ont rien à espérer de ces partis et de ces élections. Certains pourront s'exprimer en faveur de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, dans les quelques régions où des militants ont la force de présenter des candidatures, dans le Michigan, l'Illinois et la Californie notamment.

Lucien Déroit

Afghanistan : des femmes défient le pouvoir

Alors que le gouvernement des talibans vient d'annoncer de nouvelles interdictions visant les femmes, parmi lesquelles celle de faire entendre leur voix dans l'espace public, certaines ont posté sur les réseaux sociaux des vidéos d'elles-mêmes bravant l'interdiction.

Les lois qui viennent d'être publiées comprennent, outre l'interdiction de chanter ou de lire de la poésie en public, celle de voyager sans être accompagnée d'un chaperon masculin, d'aller au parc, au hammam, et d'étudier au-delà de 12 ans. Les talibans, de retour au pouvoir depuis trois ans, veulent enfermer les femmes entre quatre murs. Durant les vingt années précédentes, la situation s'était un peu améliorée mais essentiellement pour les femmes vivant à Kaboul, la capitale, dans l'ombre de l'occupation militaire américaine. Effectivement, dans l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiantes était passé de 5 000 en 2001 à plus de 100 000 en 2021. Mais aujourd'hui, aucune famille n'échappe plus aux

conséquences de la barbarie et du fanatisme dans ce pays, un des plus pauvres du monde.

Cette monstruosité du régime envers les femmes s'ajoute à une situation de crise dramatique. La faim touche les deux tiers de la population afghane et très largement les femmes et les enfants. Cette catastrophe aussi résulte des ravages provoqués par quatre décennies de guerre, de manœuvres et d'interventions de l'impérialisme.

C'est l'impérialisme américain qui a armé et financé des mouvements fondamentalistes contre l'Union soviétique dont les troupes étaient intervenues en Afghanistan de 1979 à 1989. Les dirigeants américains ont ensuite appuyé l'accession au

pouvoir des talibans en 1996. Interrogé en 1998 sur le fait d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir armé et conseillé de futurs terroristes, Brzezinski, conseiller du président américain Carter répondait cyniquement : « *Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?* »

En intervenant militairement entre 2001 et 2021 les États-Unis voulaient montrer qu'ils restaient les maîtres après les attentats du 11 septembre. Les 2 000 milliards qu'ils ont engloutis ont servi essentiellement à entretenir des gouvernements corrompus, à financer des officines de mercenaires, à enrichir les marchands d'armes et à bombardier massivement villes et villages soupçonnés



Des Afghanes publient des vidéos dans lesquelles elle chantent.

de protéger les talibans. La popularité de ces derniers a été renforcée, leur recrutement facilité et ils ont pu revenir en force en 2021, alors qu'ils faisaient face à une armée autrement puissante.

Derrière la responsabilité directe des talibans dans la dictature contre la

population afghane, se cache celle des États-Unis dont l'intervention, contrairement à ce qu'affirmaient les discours officiels, n'avait rien à voir avec la lutte contre l'oppression des femmes et a même préparé son renforcement aujourd'hui.

Jean Sanday

Burkina Faso : l'enfer de la guerre

QUEENMAFA



La population de Barsalogo fuyant une précédente attaque.

400 villageois ont été tués le 26 août à Barsalogo, au Burkina Faso, par les djihadistes appartenant à un groupe lié à al-Qaïda. Ils étaient en train de creuser des tranchées destinées à protéger leur village contre de telles attaques.

Les soldats burkinabés avaient fait irruption dans le village deux jours auparavant, accompagnés de Volontaires pour la défense de la patrie, des auxiliaires recrutés pour seconder l'armée. Les officiers avaient ordonné aux hommes de creuser des tranchées défensives, obéissant aux consignes du président Ibrahim Traoré. «*Il faut que tout le monde se mette à la tâche.*

Je ne veux plus entendre dire qu'on est attaqué. Vous allez mobiliser la population pour creuser des tranchées», avait ordonné le président à ses troupes. Les villageois avaient fait valoir que s'éloigner ainsi de quelques kilomètres du village signifiait risquer leur peau, mais ils avaient finalement dû s'exécuter sous la menace. Ils ont payé de leur vie cet ordre criminel, tandis que

soldats et Volontaires pour la défense de la patrie s'enfuyaient dès les premiers coups de feu.

Le président Traoré a tenté de nier le massacre, parlant de quelques morts. Les femmes qui étaient restées au village ont été menacées de représailles si elles parlaient de la mort de leurs maris et de leurs fils. Mais des survivants ayant filmé la tuerie, il est devenu impossible de cacher la vérité. On ne compte plus au Burkina les villages qui ont subi les exactions de djihadistes ou les violences perpétrées par l'armée. Deux millions d'habitants sur les 23 que compte le pays ont dû fuir de chez eux.

Depuis les premières attaques djihadistes en 2015, l'insécurité n'a fait que progresser. Une suite de coups d'État a porté à la tête du pays des militaires qui tous se faisaient fort de rétablir la sécurité. Il n'en a rien été. En février 2023, les troupes françaises ont dû quitter le pays et ont laissé la place aux mercenaires russes sans qu'ils aient plus de succès. Il est vrai que ni l'une ni l'autre de ces bandes armées n'avait pour but de protéger la population. Pour les Français de l'opération Barkhane, il s'agissait de garder le Burkina dans le giron de l'impérialisme

français. Pour les Russes de l'Africa Corps, cette milice qui a succédé à Wagner et est le bras armé de Poutine en Afrique, il est simplement question aujourd'hui de faire du Burkina un allié. Cela signifie pour la Russie s'assurer les voix des diplomates burkinabés dans les institutions internationales et laisser ses soldats piller les richesses minières du pays, de l'or essentiellement. Cela implique de protéger les dirigeants du pays, mais il n'a jamais été question de la population. Ibrahim Traoré a d'autant plus besoin d'une garde rapprochée étrangère qu'il est lui-même menacé en permanence par sa propre armée. La dernière tentative de coup d'État remonte au mois de juin, après le massacre de plus de cent soldats par les djihadistes.

Des dizaines d'années de mainmise de l'impérialisme français sur le Burkina ont laissé un appareil d'État dont la seule raison d'être est de rançonner la population. En 2014, la colère populaire avait débouché sur une insurrection qui avait chassé le dictateur Blaise Compaoré, mais un pouvoir du même acabit avait aussitôt été remis en place par l'impérialisme français. Il avait été rapidement renversé par l'armée, dont les chefs,

surfant sur la haine des Burkinabés envers la France, s'étaient débarrassés de cette tutelle et avaient appelé la Russie à la rescousse. Ce recours à une nouvelle force armée étrangère n'a rien changé pour la population et aujourd'hui, une jeunesse sans avenir se range sous l'étendard des groupes djihadistes qui combattent ce pouvoir et prétendent imposer à la population une loi moyenâgeuse.

La population se trouve ainsi prise entre deux bandes d'hommes armés qui la somment, sous peine de mort, de se ranger dans leur camp. Elle partage cette situation dramatique avec les habitants d'une grande partie de l'Afrique. En République démocratique du Congo, les réfugiés des camps qui entourent Goma doivent subir les exactions à la fois de la soldatesque congolaise et les attaques de ses ennemis du M 23. Au Soudan, les habitants sont pris en étau entre les armées de deux généraux rivaux qui s'affrontent pour le pouvoir. Cet enfer de la guerre, des camps de réfugiés, de l'exil est tout ce que l'impérialisme pourrissant offre aux millions d'habitants du continent le plus pauvre de la planète.

Daniel Mescla

Nigeria : halte à la répression !

Près de 1 400 personnes sont aujourd'hui détenues au Nigeria dans des conditions inhumaines suite à la répression des manifestations du début du mois d'août.

Leur procès doit commencer le 11 septembre et ces manifestants sont accusés de «*crime de trahison, association de malfaiteurs, financement du terrorisme*» ce qui leur fait encourir de lourdes peines, pouvant aller jusqu'à la peine de mort.

Les manifestations ont commencé le 1^{er} août dernier. Elles répondaient à un appel, Endbadgovernance (Mettre fin à la mauvaise gouvernance), lancé sur les réseaux sociaux. Dans tout le pays des cortèges de dizaines de milliers de manifestants ont alors convergé vers le centre des grandes villes, composés d'étudiants mais aussi de travailleurs et de ménagères.

À Abuja, la capitale, la police a arrêté par des tirs de grenades lacrymogènes les manifestants qui marchaient sur la villa présidentielle, l'Assemblée nationale et la Cour suprême. À Lagos, la métropole économique, où vivent 20 millions de personnes, c'est vers le quartier d'affaires d'Ijeka, truffé d'institutions gouvernementales, que les cortèges se sont dirigés. Dans les jours qui ont suivi, la police a ouvert le feu, tuant au moins 22 manifestants, jusqu'à ce que les organisateurs suspendent le mouvement en fixant la date du 1^{er} octobre pour redescendre dans la rue.

«*On a faim, on a faim*»,

criaient les manifestants. Il y a un an, le président Bola Tinubu, nouvellement élu, avait supprimé les subventions sur l'essence, suivant en cela les consignes du FMI. Le prix du carburant avait aussitôt triplé, entraînant derrière lui celui des transports, des produits alimentaires et de l'électricité produite en majorité par des générateurs à essence. Près de la moitié des Nigériens vivent aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour. Une minorité corrompue détourne le produit de la vente du pétrole, dont le Nigeria est aujourd'hui le premier producteur en Afrique. Le président Bola Tinubu en fait partie, lui qui était surnommé le «*parrain de Lagos*» avant son élection en raison de ses liens avec les milieux



À Lagos, le 1^{er} août.

d'affaires. Quant aux chefs de l'armée, qui ont longtemps dirigé le pays, ils laissent ce président civil gouverner à condition qu'il les laisse s'enrichir.

C'est la révolte contre cette misère, cette corruption qui a explosé en août dans les rues des villes du Nigeria. Elle resurgira

forcément, et peut-être très bientôt.

D. M.

**Pour soutenir la campagne contre la répression, des lettres de protestation peuvent être envoyées à :
Ambassade du Nigeria,
173, avenue Victor-Hugo
75116 Paris.**

Italie : politique anti-migrants et bonnes affaires

À la tête du gouvernement italien depuis deux ans, la dirigeante d'extrême droite Giorgia Meloni a fait la preuve qu'elle s'en tenait à une politique conforme aux intérêts de la grande bourgeoisie. Restait à faire passer la pilule de cette « normalisation » auprès de son électorat, alors que le parti néofasciste de Meloni, Fratelli d'Italia, se présentait comme le seul exempt de tout renoncement et de toute compromission.

Pour cela, Meloni a mis sur son habituelle démagogie anti-migrants, qui présente le double avantage de plaire à la fraction raciste de son électorat tout en contribuant à diviser les exploités. Depuis la campagne des européennes, Meloni a donc remis en avant l'accord conclu en novembre 2023 avec le gouvernement albanais pour la construction de deux centres de rétention de migrants. Elle a visité le centre d'identification des réfugiés en construction dans le port albanais de Shëngjin, où elle dit vouloir transférer un tiers des migrants qui débarquent aujourd'hui dans le sud de l'Italie. Cet accord, présenté comme « gagnant-gagnant » entre deux pays amis, vise en réalité à sous-traiter à l'Albanie, moyennant finances et promesse d'appuyer son entrée dans l'UE, le sale boulot d'une gestion

inhumaine des réfugiés.

Cette politique n'est ni spécifique à l'Italie ni particulière au gouvernement Meloni. En 2017, c'est Minniti, ministre de l'Intérieur d'un gouvernement de centre gauche, qui avait signé des accords honteux avec la Libye, y prévoyant la construction de centres de rapatriement ou encore la suppression du droit d'appel des migrants dont la demande était rejetée. Des accords secrets furent également passés entre le gouvernement italien et des chefs de bande contrôlant une partie du territoire libyen. Le gouvernement « de gauche » finançait ainsi directement le trafic d'êtres humains, la mise en esclavage et l'exploitation des réfugiés.

L'accord avec l'Albanie est un argument politique pour Meloni, qui veut ainsi montrer à son électorat

qu'elle trouve des réponses efficaces à la crise migratoire. Mais au-delà de la démagogie politicienne, la construction des deux centres est aussi une bonne affaire pour des patrons à la réputation sulfureuse.

Le chantier du futur centre de rétention à Gjadër, dans le nord-ouest de l'Albanie, a pris des mois de retard et l'addition n'a cessé de grimper. Des 39 millions d'euros prévus au départ, on est vite passé à plus de 66 millions. Une partie de cette manne a fini dans les caisses d'une entreprise italienne, RI Group, dont le nom ne figurait dans aucun des documents publiés par le gouvernement. Il faut dire que Salvatore Tafuro, le patron de RI Group, qui produit et installe des préfabriqués, a une longue histoire de mises en examen pour appels d'offres truqués et corruption d'hommes politiques et de fonctionnaires. Cela n'a visiblement pas refroidi le gouvernement Meloni, qui lui a confié un contrat à six millions d'euros pour les préfabriqués du futur camp de Gjadër.

La gestion des deux futurs camps a quant à elle été confiée à une coopérative



FLORON GOGA REUTERS

Giorgia Meloni visitant le futur centre de rétention.

dite « sociale », Medihospes, qui a proposé un rabais de quasi 5 % sur les 134 millions d'euros proposés par l'État. Cette « coopérative » est en réalité une grande entreprise sous-traitante, spécialisée dans l'aide à la personne et la gestion de structures étatiques. Elle émane directement d'une autre coopérative, « La Cascina », qui a été accusée de corruption et falsification de marchés publics lors de l'enquête sur le réseau mafieux « Mafia-Capitale », connu pour avoir organisé, avec la complicité d'hommes politiques, le détournement d'une partie du budget destiné à l'accueil des migrants.

Cela n'a pas empêché le gouvernement italien de faire confiance à Medihospes pour les futurs centres de rétention qu'elle gèrera en Albanie. Le chiffre d'affaires de l'entreprise s'élevait à 26 millions en 2015, année de l'enquête contre Mafia-Capitale. Il

est aujourd'hui de 126 millions, qui proviennent aux trois quarts de contrats publics, réalisés grâce à ses liens privilégiés avec les autorités romaines qui se trouvent être – le hasard fait bien les choses ! – les donneurs d'ordre des chantiers d'Albanie.

Devant ces révélations, qui ont également mis au jour les liens entre mafias italienne et albanaise, Meloni a joué les indignés et s'est offusquée de l'insulte faite « au peuple albanais » par des journalistes « de parti pris ».

Pendant cette envolée lyrique, au nom de l'honneur des Albanais, des militants associatifs de ce pays ont tenu à rappeler que « la longue amitié entre les deux pays » était en réalité la longue histoire d'une politique coloniale italienne, et à dénoncer cet arrangement sordide aux dépens des migrants.

Nadia Cantale

Grèce : Mitsotakis, promesses et réalité

Le 7 septembre lors de la foire internationale de Thessalonique, comme c'est la tradition, le Premier ministre grec, Kiriakos Mitsotakis, a dévoilé pour l'année à venir des mesures censées améliorer la situation et le niveau de vie de la population.

Il a promis une hausse des pensions de retraite de 2,5 % minimum... mais pour le 1^{er} janvier 2025, alors qu'en

août l'inflation sur un an a dépassé 3 %; il promet aussi une réévaluation du salaire minimum, qui atteindrait

950 euros brut, 100 euros de plus qu'actuellement... mais en 2027, à la fin de son mandat. Quant aux allocations de chômage, il s'agit de les réformer en les orientant « vers ceux qui en ont réellement besoin » car, a dit Mitsotakis lors de sa conférence de presse à propos des

emplois récemment créés : « Sont-ils tous bien payés ? Non, mais j'imagine que vous serez d'accord avec moi pour dire qu'il vaut mieux travailler que chômer. »

Selon Eurostat, le revenu réel des Grecs est inférieur en moyenne de 28 % à celui de 2010. Les syndicats parlent, eux, d'une perte de pouvoir d'achat des travailleurs de près de 40 % depuis 2009. Après enquête, la GSEE, la confédération syndicale du secteur privé, affirme que pour six ménages sur dix, le salaire n'assure que les 19 premiers jours du mois, entre autres en raison du coût du logement, près de 600 euros par mois en moyenne. Un très grand nombre de travailleurs font donc une double journée, en occupant deux emplois ou en allongeant leur temps de travail, une exploitation

récemment légalisée.

Dans cette liste de mesures, on trouve des « baisses de taxes », par exemple sur la taxe d'habitation mais à condition de s'assurer contre les catastrophes naturelles, comme les inondations ou les incendies, une dépense impossible pour les petits revenus. On trouve aussi de nombreux projets de subventions et d'incitations à l'innovation, s'ajoutant aux exonérations fiscales et réductions d'impôt pour les entrepreneurs, et pas les plus petits.

Le programme de Mitsotakis n'a rien d'original : des attaques contre la population, enrobées de beaucoup de poudre aux yeux qui ne fait pas illusion auprès de travailleurs : ils savent ce que leur coûte le prétendu « miracle grec ».

Sylvie Maréchal



THANASSIS STAVRAKIS AP

Manifestation sur le chômage et les salaires en avril 2024.

Enseignement privé : arrosé par État et régions

En cette rentrée scolaire, nombre de lycées publics manquent de tout, de personnel, de salles, de gymnases, de piscines et de moyens pour l'entretien des bâtiments. Deux enquêtes viennent de montrer comment l'État et les régions font de plus le choix de favoriser le financement des lycées privés.

Dans les lycées privés sous contrat, le plus souvent catholiques, l'État doit déjà payer le salaire des enseignants et les dépenses de fonctionnement des établissements sont réglées par les régions alors même qu'ils n'ont aucune obligation de scolarisation et peuvent sélectionner les élèves qu'ils accueillent. Mais les régions font aussi le choix de verser des subventions supplémentaires à certains établissements privés, bien

au-delà de leurs obligations légales. Sauf exception, ces « bonus » ne sont pas rendus publics. Le site Mediapart a fini par en chiffrer le montant astronomique : 1,2 milliard d'argent public versé entre 2016 et 2023. Cela a abondé d'un tiers les financements obligatoires, d'un montant de trois milliards dans la période.

Par exemple à Paris, l'établissement privé Stanislas, où entre autres l'ancienne ministre de

l'Éducation Oudea-Castera a placé sa progéniture, a bénéficié de 1,5 million d'euros de bonus de la région Île-de-France en huit ans, alors qu'il possède déjà sept gymnases, deux murs d'escalade et deux piscines. Le lycée privé jésuite Sainte-Geneviève à Versailles, qui a formé nombre de généraux et de patrons, dont Michelin ou Folz, a de son côté reçu 1,6 million d'euros d'extras de Valérie Pécresse, présidente LR de la région et ancienne élève de l'établissement.

Ce déversement d'argent public dans les lycées privés est loin d'être le monopole des régions dirigées par la droite. Ainsi, la région Bretagne, dirigée par



Le lycée Sainte-Geneviève à Versailles.

le PS, a le record des subventions facultatives versées au privé entre 2016 et 2023 : 5 610 euros par élève en moyenne.

Une autre étude vient de révéler que, du côté de l'État, ce sont les dotations académiques en heures d'enseignement qui favorisent les lycées privés. À la rentrée 2023, selon l'enquête de France Info, 19 des 24 académies dotaient mieux les lycées privés que publics. Ainsi dans l'académie

d'Amiens, ce différentiel correspond à 220 heures de moins pour un établissement public de 1 000 élèves. Une telle dotation dans tous les lycées permettrait des dédoublements de classe, l'apprentissage d'options, de spécialités, de langues...

Cet écart est comparable dans de nombreuses académies. Il s'agit sans doute du miracle de la transsubstantiation de l'argent public en intérêt privé.

Christian Bernac

Depakine : Sanofi condamné

Le laboratoire Sanofi a été condamné, après douze années de procédure, à verser près de 285 000 euros d'indemnités à une malade qui avait utilisé la Depakine et à ses deux enfants.

Ce médicament, commercialisé depuis 1967 pour traiter les malades épileptiques, s'est révélé responsable de malformations congénitales et de troubles neurologiques chez des milliers d'enfants dont la mère a utilisé ce produit au cours de sa grossesse. Le tribunal a estimé que Sanofi « le savait défectueux ».

Ce n'est pas la première fois que Sanofi est ainsi condamné à verser des indemnités aux malades : ce fut le cas en 2017 à Orléans, pour une somme de 3 millions d'euros, et en 2019 pour 2 millions d'euros. Mais chaque fois, Sanofi et son armée d'avocats avaient réussi à ne pas verser un centime. À Orléans, le jugement de 2017 avait été cassé pour une question de forme, et le trust qui annonçait avoir fait près de 8 milliards d'euros de bénéfices en 2018 n'avait pas déboursé un centime. Pourtant les chiffres sont terrifiants : entre 16 000 et 30 000 enfants sont nés avec des malformations, entre 2 100 et 4 100 avec des

malformations graves.

Dans le procès qui vient de se conclure, Sanofi avait tenté une énième manœuvre en invoquant la prescription des faits au-delà de dix ans. Le tribunal ayant rejeté cet argument fallacieux, de nombreuses familles ont pu déposer plainte à leur tour sans risquer d'être déboutées pour des faits remontant à plus de dix ans.

Faire payer ces millions d'euros d'indemnités à Sanofi nécessitera une lutte, car jusqu'à présent le laboratoire a presque toujours refusé de payer, laissant le soin à l'État via l'Oniam (Office national d'indemnisation des accidents médicaux) de le faire.

Sanofi n'est d'ailleurs bien sûr pas le seul laboratoire à agir de la sorte : Servier avait fait de même après sa condamnation pour le Mediator.

Pour ces trusts riches à milliards, les médicaments sont des poules aux œufs d'or et s'ils se révèlent dangereux, il n'est pas question de toucher à leurs profits.

Cédric Duval

Affaire Boulin : le cadavre d'un ministre dans le placard

Le 30 octobre 1979, le cadavre de Robert Boulin, ministre de Giscard d'Estaing, était découvert dans un étang près de la forêt de Rambouillet. La version officielle fut qu'il s'était suicidé... dans 60 cm d'eau.

45 ans après, un témoin affirme avoir entendu, quelques jours après la mort de Boulin, un responsable du SAC (Service d'action civique, la milice gaulliste) reprocher à deux de ses membres d'avoir tué le ministre alors qu'ils n'avaient reçu que l'ordre de lui « filer une danse ». S'il a attendu d'être presque mort pour parler c'est, dit-il, parce qu'il avait peur.

Ce n'est pas le début d'un polar mais une des affaires plus ou moins crapuleuses qui ont émaillé la V^e République. En effet, le juge d'instruction chargé de l'enquête à l'époque, était lui-même lié au SAC. D'ailleurs, les témoignages et les indices matériels allant dans le sens d'un meurtre tels que le visage du ministre portant des traces de coups ont été écartés. Des archives ont comme par hasard disparu et une deuxième autopsie, à la demande de la famille, a été entravée notamment par la disparition des poumons, ce qui ne permettait plus de vérifier l'hypothèse d'une noyade.

Il y avait bien au sein du

que Boulin se situait dans le camp présidentiel.

Quelques jours avant sa mort, Boulin avait été attaqué dans la presse pour une affaire concernant l'acquisition du terrain de sa maison de campagne. Il s'appropriait à riposter en sortant des dossiers de corruption impliquant Elf, Dassault et l'Arabie saoudite, mais il est mort avant d'avoir pu le faire.

Le SAC n'a pas seulement servi à des règlements de comptes au sein de l'appareil d'État. En 1977, des membres du SAC et du syndicat patronal CFT avaient tiré sur le piquet de grève d'une verrerie à Reims, tuant un militant de la CGT, Pierre Maître, et blessant grièvement deux autres ouvriers.

Bien sûr tout le monde vous dira que cela n'est plus possible de nos jours !

Jean Sanday



Deux anciens gardes du corps de De Gaulle (à droite Paul Comiti le président du SAC).

Ehpad : faillite d'un système

La crise frappe les ressources des Ehpad publics ou associatifs. Ceux-ci représentent 80 % des 7 500 établissements pour personnes âgées dépendantes et les deux tiers de ces établissements non lucratifs sont en déficit.

Certains des établissements ferment carrément, d'autres reportent les travaux indispensables, ne pourvoient pas les postes manquants ou réduisent les fournitures, comme les couches. Les responsables de ce secteur réunis en asises nationales se sont déclarés pris en étau entre la montée des dépenses et la baisse de la fréquentation, donc des recettes. Cette baisse est attribuée par les médias d'une part à la réputation déplorable de ce type d'établissements depuis la crise du Covid qui avait provoqué le décès de 10 000 résidents, d'autre part aux

révélations du livre de Victor Castanet, *Les Fossoyeurs*, sur les pratiques scandaleuses du groupe privé Orpea envers les résidents. Mais ces deux événements n'ont fait que mettre en lumière la maltraitance institutionnelle dont sont souvent victimes les résidents et que dénonce depuis bien longtemps le personnel de ces établissements. La cause est dans la recherche de la rentabilité, qui produit la même déshumanisation dans bien des secteurs de la société.

Par ailleurs, l'inflation a provoqué la hausse des charges d'énergie, de

nourriture et des diverses fournitures. Les établissements privés ont eu l'autorisation du gouvernement d'augmenter de 5,3% leurs tarifs en 2023. Les Ehpad non lucratifs sont, eux, soumis à la décision des conseils départementaux. En moyenne, ils ont augmenté leurs tarifs de 4% en deux ans, soit bien moins que l'inflation.

Face à la quasi-faillite d'établissements, l'État ou les départements versent des aides au coup par coup. Aucun des dirigeants politiques de l'État ou des départements ne propose de prendre sur les profits de la grande bourgeoisie pour assurer une vie digne aux plus anciens. Alors les uns proposent de pouvoir augmenter librement les tarifs mensuels, alors que 76 %

des résidents ont déjà des revenus inférieurs au tarif moyen des établissements. D'autres proposent un tarif journalier en fonction des revenus, d'autres encore, comme la socialiste Pirès Beaune, préconisent une « allocation universelle » versée à chaque personne entrant en Ehpad, mais qui serait financée en partie par une contribution obligatoire de la famille, en fonction de ses ressources. Tous proposent donc de faire payer encore et toujours davantage les vieux travailleurs ou leurs proches et de dégrader encore les conditions de travail du personnel.

C'est pourtant uniquement la solidarité financière, matérielle et humaine des générations dans les familles populaires, qui permet de pallier l'incapacité générale du système à assurer les vieux jours de leurs membres. C'est aussi le dévouement des auxiliaires de vie, des aides-soignantes, à domicile ou dans les Ehpad, qui permet d'apporter malgré les conditions dégradées, un peu d'humanité dans le quotidien des personnes devenues « dépendantes ».

En revanche, on ne peut attendre d'un système qui jette des dizaines de milliards dans la course aux armements, dans la préparation méthodique de guerres pouvant faucher la génération des vingt ans, qu'il se porte au secours des anciens.

Christian Bernac

Dans les bulletins Lutte ouvrière



Le grand âge a bon dos

La direction a prétendu dans la presse que le travail auprès des personnes du grand âge n'avait pas assez d'« attractivité ».

C'est une affirmation complètement gratuite. Ce n'est pas le grand âge qui fait reculer les postulants mais bien le manque chronique de personnel, les horaires déments et les salaires trop bas.

À l'Ehpad de Saint-Nicolas, s'y ajoutent des locaux souvent vétustes et le manque de matériel.

Hôpital Angers

No limit

Dans certains Ehpad, il est courant de recruter des aides-soignants autoentrepreneurs. Ils coûtent moins cher que des salariés.

C'est une nouvelle façon de tirer les revenus vers le bas et d'accroître la précarité.

Centre hospitalier de Beauvais

L'envers du décor

Le comité olympique (Cojop) a également embauché des salariés sur Roissy, essentiellement pour l'accueil des athlètes, avec des contrats de travail au forfait-jour cadre. Résultat : des horaires de plus de soixante heures par semaine pour certains, sans paiement des heures sup. Mais ces salariés ont dénoncé ces conditions de travail et, la semaine dernière, ils ont organisé un débrayage. Ils ont mille fois raison de protester.

ADP Roissy

Retour à l'anormal

Dès le lendemain des Jeux Paralympiques, le personnel de nettoyage des rames a disparu. Il brique tellement bien les trains que c'était plus propre que pendant le Covid.

C'est pareil pour les stations. Pour que ce soit propre, il suffit d'y mettre les moyens.

RATP Réseau ferré



Aux Pieux, dans la Manche, le 9 septembre.

Salariés des JO : des records d'exploitation

Alertée par des salariés, l'inspection du travail de Seine-Saint-Denis a lancé une enquête sur les conditions de travail des employés du Cojop (Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques).

Parmi les 3 200 employés, beaucoup ont eu un contrat en forfait-jour, un type de contrat inventé en 2000 par le gouvernement de gauche plurielle de Lionel Jospin. Principalement destiné aux cadres, il décompte le nombre de jours travaillés (maximum 218 jours par an), mais pas le nombre d'heures par jour, sous prétexte que les cadres concernés ont une autonomie dans l'organisation de leur temps de travail.

Le Cojop a donc embauché de très nombreux salariés avec ce type de contrat. Certains organisent le transport des personnes accréditées d'un site à un autre, d'autres supervisent des sites de compétition, depuis le matériel jusqu'à l'éclairage. Une salariée raconte que, à partir du 20 mars, il ne lui a plus été possible de poser des jours de congés. Une autre a travaillé cet été pendant trois semaines sans jour

de repos, souvent depuis 6 heures du matin, de l'ouverture des locaux et de la mise en place, jusqu'après la fin des épreuves, bien au-delà de 23 heures. La suppression du repos hebdomadaire, autorisée par dérogation du 18 juillet au 14 août, a été largement utilisée par le Cojop, ainsi que le non-respect du temps minimal de repos entre deux périodes de travail, légalement de 11 heures minimum.

À cause du forfait-jour, ces salariés n'ont eu aucune heure supplémentaire payée, et leurs salaires autour de 3 000 euros brut, ramenés au nombre d'heures

effectuées, correspondent à moins que le smic horaire.

Une charte sociale avait été signée entre le Cojop et les organisations syndicales en 2018, et un « comité de suivi de la charte sociale », présidé par Bernard Thibault, ancien secrétaire de la CGT, avait été mis en place. Il a surtout servi à créer l'illusion que les droits sociaux seraient respectés.

Derrière le « rêve olympique », il y a de très gros profits pour les sponsors, fournisseurs, constructeurs des infrastructures... et l'exploitation pour les travailleurs.

Hélène Comte

Milee : exploitation sans limite

L'entreprise Milee a été mise en liquidation judiciaire, c'est-à-dire officiellement en faillite lundi 9 septembre : 5 000 salariés vont se retrouver à la rue, après 5 000 autres qui avaient déjà été licenciés pendant la procédure de redressement judiciaire.

Société de distribution de prospectus publicitaires, Milee s'appelait autrefois Adrexo et se positionnait en concurrente de La Poste pour la distribution du courrier. Elle a préféré changer de nom suite au fiasco dû à son incapacité de distribuer une partie des plis électoraux lors des élections régionales de 2021, un marché dont elle avait obtenu la charge et surtout le paiement sans avoir le personnel nécessaire pour l'assurer.

Pendant des années les dirigeants de Milee ont exploité sans vergogne des travailleurs en difficulté. Seul un millier d'entre eux sont employés à temps plein. Les autres sont des retraités qui complètent ainsi une pension ne permettant pas de vivre, ou des salariés pauvres qui y trouvent un supplément de salaire. Ils distribuent les prospectus avec leur véhicule personnel, payés au smic horaire, en faisant des kilomètres et des heures non payés. Tout semble être permis chez Milee.

L'entreprise était déjà passée de 18 000 à 10 000 salariés jusqu'à ce que deux PSE, le nom officiel des plans de licenciement, soient mis en œuvre en mars et en mai dernier en licenciant la moitié du personnel. Les conditions dans lesquelles Milee s'est débarrassée de ces 5 000 salariés n'ont rien eu à envier à la manière dont elle les exploitait. Certaines familles attendent depuis



LIO VIRY

plusieurs mois de recevoir leur dû. L'entreprise se moque éperdument d'assurer le suivi des dossiers pour AGS, l'organisme chargé de garantir le paiement des salaires des travailleurs. Elle se prétend dans l'incapacité de le faire. Les licenciés n'ont ainsi touché ni les congés payés, ni les soldes de tout compte auxquels ils avaient droit. Quant aux travailleurs épargnés par le PSE de mai et désormais licenciés, ils étaient payés en retard depuis des mois, parfois en trois fois.

Aujourd'hui, les 10 000 travailleurs que comptait l'entreprise se retrouvent tous à la rue. Mais pendant que des familles n'ont plus de quoi vivre, les actionnaires peuvent continuer à mener la belle vie. Le trio qui possède l'entreprise figure encore dans le dernier numéro de la revue *Challenges* parmi les 500 premières fortunes professionnelles de France, avec un magot estimé à 260 millions d'euros.

Daniel Mescla

Vencorex – Pont-de-Claix : 5 000 emplois menacés

Le 6 septembre, la société Vencorex, dont le principal site est la plateforme chimique de Pont-de-Claix, dans l'agglomération grenobloise, s'est déclarée en cessation de paiement, faisant planer la menace de plusieurs milliers de suppressions d'emplois.

Depuis des années, les travailleurs redoutaient une telle annonce au vu de la vétusté des installations, des suppressions de postes et de la guerre permanente à laquelle se livrent les industriels de la chimie à l'échelle du monde.

Créée pour alimenter le front en armes chimiques en 1916, l'usine est depuis 2012 dans le giron du groupe pétrochimique d'État thaïlandais PTT-GC. Les effectifs de la plateforme dont les activités avaient été vendues à la découpe à sept entreprises à partir de 1997 ont été ramenés de plus de 3 000 salariés à 600, dont 450 chez Vencorex, auxquels s'ajoutent ceux des entreprises extérieures et des sous-traitants. Ses produits alimentent les secteurs de l'automobile, de la construction, du bâtiment, de l'électronique et de la peinture.

La quasi-totalité des emplois sont aujourd'hui menacés, les autres entreprises de la plateforme dépendant de la production de Vencorex. En outre, plusieurs centaines de travailleurs de la plateforme chimique de

Jarrie, située à une dizaine de kilomètres, seraient touchés. L'usine d'Arkema en dépend en effet dans une large mesure. Elle fournit à son tour l'usine voisine de Framatome, et celle de Rousillon, dans la vallée du Rhône. La saignée pourrait être de 5 000 emplois directs et indirects.

Vencorex justifie sa décision par des pertes cumulées ces dernières années, un fort niveau d'endettement et surtout la concurrence chinoise, accusée d'inonder le marché à bas prix. Elle prétend avoir comme « seul objectif » de « protéger l'entreprise et ses salariés ». À d'autres ! Sa décision est la conséquence de l'évolution des rapports de forces à l'échelle mondiale entre les grands trusts de la chimie et entre les États qui en défendent les intérêts à coups de subventions ou de mesures protectionnistes. Et l'opacité des contrats et des comptabilités permet de couvrir tous les coups bas.

Alors, pourquoi les travailleurs devraient-ils être les victimes de cette lutte à mort entre vautours du capital ? Sur le site de

Pont-de-Claix, ils ont déjà connu les vagues de licenciements, des accidents mortels et les contaminations par l'amiante durant des décennies en toute impunité pour les patrons. Passés de groupe en groupe au fil du temps, beaucoup de travailleurs sont conscients que par leur travail ils ont enrichi des générations d'actionnaires et que les sommes amassées ont été placées à l'abri des coffres-forts ou dans d'autres secteurs, jugés plus rentables.

Jusqu'à présent, les organisations syndicales, relayées par des élus, appellent aux pouvoirs publics, aux députés et à la mise en place d'un comité de pilotage. La CGT du site demande à l'État de « protéger ses entreprises » et reproche à l'Europe de trop les taxer « en agitant la bannière de l'écologie ». Ce n'est pas de cette source que peut venir le salut, d'autant que les financements publics ont toujours coulé à flots... dans les poches patronales. Et si des tuyaux et des norias de camions relient plusieurs entreprises de la chimie, ceux qui y travaillent peuvent créer entre eux des liens autrement plus solides basés sur leur communauté d'intérêts face à leurs exploités.

Correspondant LO



Plateforme chimique de Pont-de-Claix.



Nos lecteurs écrivent : Starbucks côté employés

Les actionnaires de Starbucks ont su se débusquer un serviteur en or en la personne de Brian Niccol, qui vient d'être nommé directeur général. Ses avantages comprennent, outre sa rémunération à 113 millions de dollars

par an, l'utilisation du jet privé de l'entreprise, pour ses allers-retours entre son domicile et le siège de l'entreprise situé à quelque 1 600 kilomètres.

Pour nous, salariés de Starbucks, en revanche pas de dérogation à

l'écologie. Depuis la loi anti-gaspillage interdisant la vaisselle à usage unique dans les fast-foods, la charge de travail a considérablement augmenté mais aucune embauche n'a été faite pour compenser. Ainsi, nous

passons nos journées à faire la plongée entre deux clients, à servir des boissons dans des verres qui n'ont pas eu le temps de refroidir au sortir du lave-vaisselle et qui nous explosent parfois entre les mains.

À Starbucks comme ailleurs, les capitalistes nous feront payer toute évolution, aussi nécessaire soit-elle, pour que ça ne touche pas à leurs profits.

Une travailleuse de Starbucks

Safran – Gennevilliers: **les femmes de ménage** contre le racisme

Fin août, dans le centre Safran de Gennevilliers, les femmes de ménage de la société Atalian ont découvert dans les toilettes des graffitis racistes immondes : « *Sales noires de m..., nettoyez ma m...* », « *les Noirs sont des singes* » et d'autres saletés de ce genre.

La réaction des femmes de ménage – directement visées car pour l'immense majorité ce sont des ouvrières d'origine africaine – ont « pris la colère » et l'ont fait entendre dans les ateliers. L'information a suffisamment circulé pour que la direction se paye d'un communiqué condamnant ces « *incivilités et propos racistes* ». Mais les femmes de ménage d'Atalian ne se sont pas contentées

d'un tel communiqué. Très vite elles se sont organisées pour s'adresser d'elles-mêmes aux autres travailleurs. Mardi 3 septembre, les femmes de ménage ont donc distribué un tract en leur nom pour dénoncer cette agression raciste et faire appel à la solidarité des travailleurs de Safran. Dans ce tract, elles dénonçaient entre autres « *des graffitis odieux qui cherchent à nous*

diviser entre travailleurs. » Face au fait que de tels propos infamants s'expriment, « *nous ne le permettrons pas, nous ne nous tairons pas* », concluaient-elles.

La distribution du tract a eu lieu à la cantine et dans les ateliers. Beaucoup de travailleurs ont manifesté leur indignation et leur solidarité avec la dizaine de travailleuses d'Atalian qui ont participé à la diffusion. Et jeudi 5 août, les syndicats CGT, FO, UNSA et CFDT ont appelé à un rassemblement sur le centre. Il a réuni 300 personnes durant lequel une camarade d'Atalian a pris la parole : « *On voit qu'on n'est*



pas seules. Cela fait chaud au cœur de voir que vous êtes là. Au nom de tous mes collègues, je tenais à vous remercier. » Elle et ses camarades d'Atalian ont été chaleureusement applaudies.

Dans la période actuelle, alors que l'extrême droite

se renforce électoralement, il est important de réagir et de le faire vite, comme l'ont fait les femmes de ménage d'Atalian. C'est affirmer ainsi la solidarité dans la classe ouvrière contre ceux qui veulent la diviser.

Correspondant LO

Valeo : « qui sème la misère, récolte la colère »

Le groupe Valeo a annoncé le 15 juillet vouloir se séparer de trois de ses sites en France, représentant plus de 1 000 salariés, alors que le groupe, qui compte parmi ses actionnaires la famille Dassault, est riche à milliards.

Les travailleurs des sites de la Suze-sur-Sarthe et de Saint-Quentin-Fallavier, en Isère, ont prévu de venir se rassembler à Paris devant le siège du groupe mardi 17 septembre. Ils ont déjà préparé leurs banderoles : « *Bienvenue patron, on arrive le 17/09, prépare les*

croissants! » ou « *Qui sème la misère, récolte la colère* ». Ils attendent le soutien d'autres sites, ceux d'Angers et d'Issoire notamment, sans compter les délégations de militants syndicaux d'autres entreprises qui ont prévu de s'y rendre. Nathalie Arthaud sera présente,

comme le 25 juillet dernier, pour les soutenir.

75 travailleurs de Saint-Quentin-Fallavier vont monter en train. Pour remplir la liste des participants, les organisateurs, les syndicats CGT, SUD et CAT ont pu compter sur l'aide... de la DRH du groupe, venue sur le site pour tenter de calmer l'ambiance avant la montée. Mais lorsqu'il a été confirmé, devant les travailleurs réunis dans le self, que la production partait bien en

Pologne et en Turquie, ce qui signifie la fermeture du site, la plupart des présents a quitté la réunion en colère. Ceux qui avaient encore quelques illusions réalisent ainsi que le groupe a bien prévu de fermer l'usine de Saint-Quentin. Ce mépris ressenti ne fait qu'augmenter la colère et l'idée qu'une lutte plus dure devra être menée fait son chemin.

Le rassemblement devant le siège social de Valeo sera l'occasion de montrer

cette colère et de réclamer que ce grand groupe richissime paie pour les emplois supprimés : les travailleurs qui vont perdre le leur exigent un minimum de 150 000 à 200 000 euros par personne. Le rassemblement permettra également de se rencontrer et de créer des liens entre les travailleurs des différents sites, pour une lutte qui ne fait que commencer.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal septembre 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Le communisme : l'avenir de l'humanité



Les militants qui ont choisi le PCF, ont choisi un parti qui en principe se réfère au communisme. Il inscrit dans son programme l'objectif d'« *une société sans classes, sans guerres, dépassant les États nationaux; une société où domination, exploitation, discriminations et aliénations sont abolies* ».

Proclamer que l'avenir de l'humanité ne peut pas se résumer à cette société capitaliste barbare est important. Encore faut-il que la politique et les idées défendues au jour le jour correspondent à cette proclamation. Ce qui est loin d'être le cas pour le PCF.

Oui, édifier une société communiste est plus que jamais à l'ordre du jour. Le monde capitaliste s'enfonce dans la dévastation climatique, les crises, la misère et la barbarie pour toute l'humanité, et fait grandir les menaces de guerre. Les idées communistes sont les seules qui permettent de comprendre que ce sont les conséquences inévitables de la loi du profit et de la concurrence. C'est pourquoi le capitalisme n'est pas améliorable, pas réformable. Le dénoncer n'est pas suffisant,

il faut le renverser.

Oui, pour changer le monde, il faut se débarrasser de l'exploitation et de la domination de classe. Il faut remplacer l'actuel moteur des décisions économiques, le profit, par la coopération pour satisfaire les besoins de l'humanité. Cela ne peut passer que par l'expropriation de la bourgeoisie. Qui pourrait la mener à bien sinon le prolétariat, plus nombreux que jamais et qui crée toutes les richesses ? Comment imaginer ôter le pouvoir aux actionnaires des multinationales en restant dans le cadre légal du système dont la bourgeoisie tient tous les fils ? Il n'y a pas de solution réformiste, législative, qui passerait par les institutions actuelles. Seule une révolution ouvrière qui se donne les moyens d'arracher le pouvoir à la

bourgeoisie, de détruire l'État tel qu'il est, pourra y réussir, comme l'a tenté la classe ouvrière russe en 1917. Cette perspective n'a de sens qu'à l'échelle du système capitaliste, c'est-à-dire à l'échelle mondiale, qui est aussi celle de la classe ouvrière.

Cette perspective est non seulement une nécessité face à l'impasse dramatique et au risque de déchéance où se trouve aujourd'hui l'humanité mais elle est en fait facilitée par les progrès techniques et scientifiques. Utilisés à d'autres fins que le profit individuel, les moyens de production, de recensement et de distribution permettraient de planifier l'économie mondiale, de satisfaire les besoins élémentaires tout en respectant la planète.

Il faut donner au communisme son vrai sens : l'avenir appartient à ceux qui veulent changer le monde, renverser le vieil ordre social, pas à ceux qui s'y sont intégrés et rêvent de postes gouvernementaux.

Thomas Baumer

Roussel : l'amour du patronat

Fin août, Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste, s'est fait applaudir aux journées de « *Rencontre des entrepreneurs de France* », les journées d'été du Medef. Il a su toucher au cœur son auditoire patronal en lui assurant : « *Nous avons une ambition commune, un projet partagé, celui de remettre le travail au cœur de la société.* »

Roussel n'était donc pas là pour affirmer qu'il était temps de faire payer les grands actionnaires et les familles de milliardaires aux profits record. Au contraire,

il était là pour dire en substance au patronat : « Je suis prêt à faire avaler toutes les couleuvres, à m'aligner sur vos mensonges pour dire que patrons et travailleurs ont les mêmes intérêts. »

Ce n'est pas la première fois que Roussel se montre enthousiaste dans ses échanges avec les représentants du patronat et cela n'a rien d'étonnant ! Il incarne un Parti communiste qui se veut le représentant d'une « gauche du travail », apte à collaborer avec un patronat prétendument soucieux de « construire le pays ». Mais ce que le grand patronat est

soucieux de construire, ce sont des fortunes toujours plus indécentes ! Quant à sa « valeur travail », elle se résume pour lui au profit qu'il peut tirer de l'exploitation des travailleurs.

À l'image des différents gouvernements de gauche qui ont été au pouvoir, les dirigeants des partis de gauche actuels aspirent tous à gouverner sans renverser la domination du grand patronat sur l'économie. Roussel affiche simplement plus franchement la couleur.

Nadia Cantale

Lutte ouvrière à la fête de l'Humanité

Lutte ouvrière aura un stand à la Fête de l'Humanité qui se déroulera les 13, 14 et 15 septembre, sur la Base 217 du Plessis-Pâté, près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne.

Notre stand sera situé place Agnès-Varda, côté rue Frida-Kahlo, au même emplacement que l'an dernier.

Il y aura une librairie avec nos publications ainsi qu'un coin « livres d'occasion » (ouvrages politiques et romans).

Quatre débats seront organisés : l'un aura lieu le vendredi à 19 h 30, et deux le samedi, dont un à 14 h 30 et l'autre à 19 heures avec Nathalie Arthaud. Jean-Pierre Mercier tiendra un débat le dimanche à 14 h 30.

CMA-CGM : une niche fiscale et ses chiens de garde

Au moment où le Premier ministre parle de milliards d'économies à faire dans le prochain budget, la niche fiscale dont bénéficient les armateurs est à nouveau sur la sellette.

Cette honorable profession est en effet imposée, non pas sur ses bénéfices, mais sur le tonnage de ses navires. Non seulement cette niche fiscale a représenté neuf milliards d'euros de manque à gagner pour les caisses publiques sur les deux dernières années, mais elle profite en quasi-totalité à la seule CMA-CGM,

principal armateur français et troisième mondial pour le transport de conteneurs. Cette société a fait 23 milliards d'euros de profits en 2022, grâce à une entente sur les prix avec ses deux compères du transport maritime, Maersk et MSC. Cela lui a permis de s'offrir des ports entiers, des bateaux neufs, des journaux, des parts dans

Air France, des entreprises de logistique et, en prime, BFM TV.

CMA-CGM, détenue par la famille Saadé, désormais cinquième fortune française, vit depuis ses débuts en étroite symbiose avec l'État. Créée sous l'égide de Chirac et avec de larges subventions publiques, elle fut renflouée par les mêmes caisses en 2009 sous Sarkozy, puis couvée par Hollande et son ministre Le Drian et est actuellement maternée

par Macron, qui ne manque jamais une occasion d'encenser Rodolphe Saadé.

Il faut dire que ce dernier sait renvoyer l'ascenseur et embauche régulièrement des ex-ministres et d'anciens directeurs d'administration. Ainsi Dominique Bussereau, le secrétaire d'État à la Mer qui fit adopter la fameuse niche fiscale en 2004, touche depuis 2012 quelques dizaines de milliers d'euros de jetons de présence tous les ans, en tant que membre du

conseil d'administration de la CMA-CGM.

Interrogé, en 2022 puis en 2024, par une commission parlementaire sur ses fabuleux bénéfices et la façon de les obtenir, Saadé a répondu en substance que tout le monde, et particulièrement ses concurrents, fait comme lui. C'est tellement vrai que cette argumentation a suffi à convaincre les honorables sénateurs de la commission.

Paul Galois